

PARLEMENTARISME (suite)...

Il est complètement impossible de représenter une nation. Même avec le meilleur régime électoral, jamais un parlement ne peut être «l'image en petit» du pays. Chaque circonscription a une ou plusieurs minorités qui ne sont point représentées - même avec la proportionnelle - si elles sont trop faibles. Ils sont là 100, 300, 500 députés, pleins des pouvoirs que leur a conférés le suffrage universel; croyez-vous sérieusement qu'ils peuvent résumer la nation, sa volonté et son génie, son avenir et son passé? Comédie! criera un écolier de dix ans.

Puis, surtout, comment un député peut-il connaître les aspirations de ses nombreux électeurs ou même les besoins d'un seul, et comment dès lors peut-il le représenter? Malalesta, dans ses tournées de propagande, a dit une fois, parlant aux ouvriers: «*Nul ne peut mieux savoir que vous-mêmes ce qu'il vous faut. Si donc vous voulez voter absolument, votez pour vous-mêmes*». Ces simples mots, à mon avis, montrent toute l'inanité de la représentation.

Les parlements ne sont pas des groupes formés par libre entente, aussi les travaux qui s'y font ne peuvent-ils être que le fruit d'une lutte acrimonieuse, pleine de haine et de passion malsaines, de part et d'autre. Même, n'y eût-il que des anges, les décisions ne s'y prennent toujours qu'à la majorité. Or le respect de la majorité est tout simplement le préjugé de l'infailibilité de Dieu transformé en préjugé de l'infailibilité du nombre. Les chrétiens croient en Dieu, les social-démocrates et autres polyarchistes croient au Nombre. Et jusqu'à présent, pourtant, l'histoire nous enseigne que ce sont toujours les minorités intelligentes qui ont été les éléments du progrès, tandis que la foule anonyme et nombreuse se consumait dans l'inconscience et dans l'inaction réactionnaire. Combien y eut-il d'Épicure avant Jésus-Christ, de Colomb et de Galilée plus tard, de républicains vers 1750, de radicaux en 1830, de socialistes et d'athées en 1848, d'anarchistes en 1880? Où en serions-nous, si ce n'est au fond de l'insondable abîme de la bêtise inquisitionnaire, s'il n'avait jamais existé que des chrétiens pieux? Dans quelle servitude ne croupirions-nous pas, si les *pater familias* de la Rome antique vivaient encore de la majorité? Les minorités sont le scandale de l'époque; on leur impute d'éterniser le trouble, mais sans elles, les nations se putréfieraient sur place... dans «l'ordre». Et d'ailleurs, pourquoi observer le respect de la majorité; a-t-elle le pouvoir de me prouver qu'elle est dans la vérité et qu'elle y restera toujours? Où est son criterium? Certains partis de minorité ont parfois si bien compris l'énormité des prétentions d'une majorité qu'ils usèrent largement de la tactique peu parlementaire de l'obstruction (chambres autrichiennes, italiennes, belges, lausannoise, etc...) montrant ainsi qu'ils ne croyaient plus au système. C'était nier temporairement ce que nous nions, avec plus de logique, continuellement.

Le gouvernement des socialistes, par son intolérance, nous fait peur, autant que le gouvernement des bourgeois nous dégoûte par sa corruption; Marx inaugura du reste la série. Outre que cette dictature du prolétariat prend de nos jours partout plutôt la forme de dictature d'avocailles, journalistes et autres intellectuels (?), elle est si jacobine que des social-démocrates même s'insurgent contre elle à tout moment: les dissensions des partis allemands, russes, français, suisses, italiens, belges, et tutti quanti, n'ont pas d'autre cause que le despotisme de quelques chefs. Qu'en dites-vous Guesde, Turati, Bebel, Plekhanoff, Thiébaud?

Mais il en restera de même, tant que le socialisme n'aura banni de ses principes le vieux préjugé de l'autorité.

Je sais bien qu'on nous dit que le peuple est libre de choisir ses représentants, que le suffrage universel est là pour ça. Drôle de liberté; car je ne vois absolument pas comment la volonté d'un homme, dans les votations, peut avoir de la valeur si la majorité des hommes n'est pas avec lui. Comment se fait-il alors que ces manques évidents de liberté d'une foule d'individus en particulier (les minorités) fassent au total la souveraineté de la nation? Comment une somme d'esclavages peut-elle être la liberté? Qu'on nous le démontre.

La volonté de l'individu, posée en façon de pierre d'assise inviolable, ne possède par le fait aucune espèce de garantie.

Supposons avec Bakounine que les Chambres soient formées de savants - comme le proposent certaines âmes candides. - Le plus grand génie, du moment qu'il devient un personnage officiel, baisse inévitablement et s'endort. Il perd sa spontanéité, sa hardiesse révolutionnaire, et cette énergie incommode et sauvage qui caractérise les génies appelés à détruire les mondes vieillissants et à jeter la semence du renouveau. Il gagne peut-être en politesse, en sagesse utilitaire, en diplomatie, mais il perd en puissance de pensée; il se corrompt. C'est encore vrai pour les collectivités. Un corps scientifique qui posséderait la direction du pays ne s'occuperait plus de science mais des petites mesquineries de clochers; la science serait cristallisée. Et ceci se poursuit à bien plus forte raison pour nos parlements de politiciens. Ceux-ci, même issus du suffrage universel et renouvelables par lui périodiquement, constituent au bout de quelques années *«des corps de politiciens, privilégiés de fait, non de droit, et qui, en se vouant exclusivement à la direction des affaires publiques d'un pays, finissent par former une sorte d'aristocratie ou d'oligarchie politique. Voyez les États-Unis d'Amérique et la Suisse»*. (Bakounine, *Dieu et l'État*).

Prenons un parlement ordinaire, honnêtement formé, avec plusieurs groupes si vous voulez. L'influence de tous les députés dans les débats est-elle à peu près égale? Certes non. Après qu'une partie de la population s'en est remise à certains délégués, ceux-ci, eux-mêmes, se nomment plus ou moins officieusement un comité d'action; le comité à son tour comporte un directeur, qui est ordinairement le chef du parti, le porte-drapeau de l'idée. Ses opinions prévalent forcément - qu'on le veuille ou non - sur celles de ses amis du comité, par là sur le groupe parlementaire, et par suite sur le parti tout entier. Si bien que ce parti, qui se targue sans doute de liberté politique, qui se glorifie peut-être de son libre choix, en est réduit, par un vide inévitable, à se laisser mener par un homme - quelquefois par deux ou trois. C'est une véritable monarchie dans l'État.

Et qu'on ne vienne pas nous dire que l'opinion du porte-drapeau ne vaut pas plus que celle des autres. En réalité c'est faux, et tellement faux que, le plus souvent, lorsqu'un dissident se permet une critique, tout le parti l'appelle traître, dernier-venu, ambitieux, faux-frère, etc...; pour finir, généralement, on l'expulse. Je défie qui que ce soit de me prouver le contraire, car les exemples sont nombreux.

Si le parlement ne peut représenter la nation, il est certainement le rendez-vous des pontifes notoires, suivis de toutes les petites capacités brouillonnes et gluantes. Ce qui en sort, c'est l'ergotage inutile et nuisible dont les journaux nous donnent la teneur, ennuyeuse; c'est le fatras de lois et décrets contradictoires dont les policières nous font sentir tout le caractère néfaste et inique.

«L'esclavage volontaire crée plus de tyrans que l'esclavage forcé», écrivait notre précurseur La Boétie, au 16^{ème} siècle. Le suffrage universel, avec son corollaire le parlementarisme, a justifié cette parole, plus que jamais.

Nous en parlerons encore.

(A suivre).

Octave DUBOIS.
